



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DIPP-Bicpe/ED

**Arrêté préfectoral instituant des servitudes d'utilité
publique sur l'ancienne décharge FORCAST
INTERNATIONAL (ARCELOR MITTAL FRANCE) située
chemin des Hayzettes à BERLAIMONT**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 515-8 à L. 515-12 ; R. 515-31-1 à R. 515-31-7 ;

Vu l'article 36-2 du décret n°55-22 du 4 janvier 1955 modifié portant réforme de la publicité foncière ;

Vu l'article 73 du décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié portant application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 susvisé ;

Vu les circulaires du 8 février 2007 relatives à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués ;

Vu la circulaire du 10 février 2011 relative aux procédures d'institution de servitudes d'utilité publique ;

Vu la demande d'institution de servitudes d'utilité publique du 9 avril 2013 transmis par la société ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE au préfet du Nord pour le compte d'ARCELORMITTAL FRANCE par laquelle elle est mandatée ;

Vu le dossier produit à l'appui de cette demande ;

Vu la consultation du propriétaire menée en vertu de l'article L515-12 du Code de l'Environnement en lieu et place de l'enquête publique, du fait que les servitudes concernent les terrains pollués et les alentours immédiats de ceux-ci, soit quatre parcelles appartenant à un seul propriétaire ;

Vu l'avis du conseil municipal de la commune de BERLAIMONT en date du 08 octobre 2013;

Vu l'avis du propriétaire des parcelles concernées en date du 19 novembre 2013 ;

Vu l'avis de la société ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE en date du 19 novembre 2013 ;

Vu le rapport du 4 décembre 2013 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 21 janvier 2014 ;

Considérant que le risque de pollution résiduelle des terrains et des eaux souterraines situées sur et à proximité du site auparavant exploité par l'ancienne décharge FORCAST INTERNATIONAL de BERLAIMONT nécessite la mise en place de restrictions d'usage ;

Sur la proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

TITRE 1 - DÉSIGNATION DU DESTINATAIRE DES PRESCRIPTIONS ET DES ZONES DE SERVITUDES

CHAPITRE 1.1 - DÉSIGNATION DES IMMEUBLES

ARTICLE 1.1.1. Des servitudes d'utilité publique sont instituées sur le territoire de la commune de Berlaimont, au droit des parcelles définies à l'article 1.2.1 du présent arrêté, site de l'ancienne décharge FORCAST INTERNATIONAL sise chemin des HAYZETTES, 59145 BERLAIMONT, pour lequel ARCELORMITTAL FRANCE agit en qualité de représentant du dernier exploitant et dont le siège social se situe au 6, rue André Campra, 93 212 LA PLAINE-SAINT-DENIS.

ARTICLE 1.1.2. Ces servitudes s'imposent aux propriétaires des parcelles concernées.

CHAPITRE 1.2 - DÉFINITION PRÉCISE DES PARCELLES

ARTICLE 1.2.1. Les parcelles de la commune de BERLAIMONT concernées par les servitudes prévues par le présent arrêté sont les suivantes :

Section	Parcelle	Surface	Propriétaire
B ₁	826	17a 43ca	ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE
B ₁	827	51ca	
B ₁	829	2ha 54a 06ca	
B ₁	870	8a 55ca	

Le plan des parcelles concernées figure en annexe au présent arrêté.

TITRE 2 - DÉFINITION DES RESTRICTIONS D'USAGE - « NON AEDIFICANDI » PROTECTION DE PIEZOMETRE

CHAPITRE 2.1 - USAGE FUTUR DU SITE

ARTICLE 2.1.1. L'usage des parcelles définies à l'article 1.2.1 est un espace vert clos et interdit au public, d'accès restreint aux seules interventions d'entretien du couvert végétal ou d'accès aux piézomètres. Toute autre occupation est interdite.

ARTICLE 2.1.2. L'utilisation des parcelles cadastrales composant le présent périmètre devra toujours être compatible avec l'état environnemental du sol, du sous-sol et des eaux souterraines.

ARTICLE 2.1.3. Les restrictions d'usage des parcelles définies à l'article 1.2.1 sont de type «non aedificandi ».

ARTICLE 2.1.4. Tout projet de changement de l'usage visé au présent paragraphe ou tout projet d'intervention remettant en cause les conditions de confinement, qui serait envisagé sur les parcelles précitées, devra faire l'objet d'une étude spécifique préalable de faisabilité, afin de vérifier la compatibilité de l'état environnemental de la parcelle avec l'usage envisagé et de définir, le cas échéant, les mesures de gestion appropriées. L'étude et les mesures de gestion seront réalisées, sous la responsabilité et aux frais de la personne à l'initiative du changement d'usage ainsi que dans les conditions prévues par la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols et à la gestion des sols pollués.

CHAPITRE 2.2 - SITUATION ENVIRONNEMENTALE DU SITE

ARTICLE 2.2.1. Les terrains de ces parcelles définies à l'article 1.2.1 visées par les présentes restrictions d'usage contiennent des pollutions résiduelles qui ont été confinées.

CHAPITRE 2.3 - INTERDICTIONS

ARTICLE 2.3.1. Compte tenu de la pollution résiduelle présente dans les sols au droit de ces parcelles visées à l'article 1.2.1, toute construction, de quelque nature que ce soit, est par conséquent interdite, de même que tout aménagement susceptible d'enlever ou de détériorer les membranes en place, notamment :

- les travaux de remaniement des sols, toute réalisation de trous, excavations, fouilles, forages, défonçages,
- tout aménagement en sous-sol,
- toute habitation ou établissement recevant du public,
- la construction d'ouvrages enterrés tels que conduites, drains, cuves, fondations,
- toute culture de plantes ou fruits destinées à l'alimentation humaine ou animale,
- l'apport de déchets ou de matériaux pollués,
- l'irrigation des terrains, la réalisation de puits individuels.
- la culture de légumes et de fruits est interdite sur cette zone.

ARTICLE 2.3.2. Il est interdit de disposer dans un rayon de 6 mètres autour des piézomètres, tout matériau ou autre aménagement empêchant l'accès aux piézomètres et/ou susceptible d'altérer l'intégrité ou le bon fonctionnement de ceux-ci.

CHAPITRE 2.4 - PRÉSERVATION DE L'ÉTAT

ARTICLE 2.4.1. La couverture mise en place sur le dépôt de matériaux sidérurgiques et le dispositif de recueil des eaux doivent être préservés en l'état.

ARTICLE 2.4.2. Le fossé ceinturant le site doit être entretenu régulièrement de sorte qu'il assure correctement et à chaque fois que nécessaire sa fonction de recueil et d'évacuation des eaux.

ARTICLE 2.4.3. La clôture qui enceint la propriété doit être préservée et entretenue.

ARTICLE 2.4.4. Le couvert végétal établi sur le périmètre doit être entretenu de sorte que les végétaux ne soient pas susceptibles de détériorer la couverture en place.

ARTICLE 2.4.5. Les ouvrages piézométriques situés à l'intérieur du site devront être maintenus en l'état ou à défaut remplacés.

ARTICLE 2.4.6. L'accès aux piézomètres visés par le programme de surveillance devra être assuré à tout moment aux représentants de l'Etat et à la société ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE ou à toute personne mandatée par ceux-ci.

ARTICLE 2.4.7. L'accès aux piézomètres sera assuré par simple cheminement à l'intérieur de la propriété privée d'ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE.

CHAPITRE 2.5 - LEVÉE DES SERVITUDES

ARTICLE 2.5.1. Les servitudes ne peuvent être levées que par suite de la suppression de la totalité des causes ayant rendu nécessaire l'établissement de la présente servitude ou par suite de conclusions d'études particulières, mais, uniquement, sur décision arrêtée par le préfet du Nord.

CHAPITRE 2.6 - MESURE PRISE PAR LE PROPRIÉTAIRE

ARTICLE 2.6.1. ARCELORMITTAL REAL ESTATE FRANCE, actuel propriétaire des parcelles définies à l'article 1.2.1, s'oblige, en cas de cession des terrains, à transmettre l'intégralité des restrictions d'usage du titre II du présent arrêté, à tout éventuel acquéreur ou cessionnaire à titre gratuit de ces parcelles, par le moyen de clauses spécifiques incorporées au sein de l'acte notarié de cession qui devront alors préciser que ces restrictions resteront en vigueur aussi longtemps que les servitudes d'utilité publique perdureront

TITRE 3 - PUBLICATION ET INFORMATION DES TIERS

CHAPITRE 3.1 - PUBLICATION

ARTICLE 3.1.1. En application de l'article 36-2 du décret du 4 janvier 1955 susvisé, la société ArcelorMittal Real Estate France s'assure de la publication des servitudes prévues par le présent arrêté aux registres des hypothèques.

ARTICLE 3.1.2. Cette publication aux registres des hypothèques est réalisée par un notaire, aux frais de la société ArcelorMittal Real Estate France.

CHAPITRE 3.2 - INFORMATION DES TIERS

ARTICLE 3.2.1. Si les parcelles visées par les servitudes font l'objet d'une mise à disposition à un tiers (exploitant, locataire), à titre gratuit ou onéreux, le propriétaire s'engage à informer les occupants sur les restrictions d'usage visées dans le présent arrêté en les obligeant à les respecter.

ARTICLE 3.2.2. Le propriétaire s'engage, en cas de mutation à titre gratuit ou onéreux des parcelles considérées, à informer le nouvel ayant droit des restrictions d'usage dont elles sont grevées en application du présent arrêté, en obligeant ledit ayant-droit à les respecter en ses lieu et place.

TITRE 4 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

CHAPITRE 4.1 - ANNEXION AU P.L.U.

Conformément aux dispositions de l'article L.515-10 du Code de l'Environnement, les servitudes du présent arrêté devront être annexées au P.L.U. de la commune de BERLAIMONT dans les conditions prévues à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme.

CHAPITRE 4.2 - VOIES ET DELAIS DE RECOURS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de LILLE :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou l'affichage de cette décision.
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Ce délai est, le cas échéant, prolongé de six mois à compter de la mise en activité de l'installation.

CHAPITRE 4.3 - DECISION ET NOTIFICATION

Le secrétaire général de la préfecture du Nord et le Sous-Préfet d'Avesnes-sur-Helpe sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au dernier exploitant (ARCELORMITTAL FRANCE), publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Nord et dont copie sera adressée aux :

- Maire de BERLAIMONT,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,
- propriétaire des terrains,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de BERLAIMONT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de BERLAIMONT pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr rubrique ICPE – Autre ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le

13 FEV 2014

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général

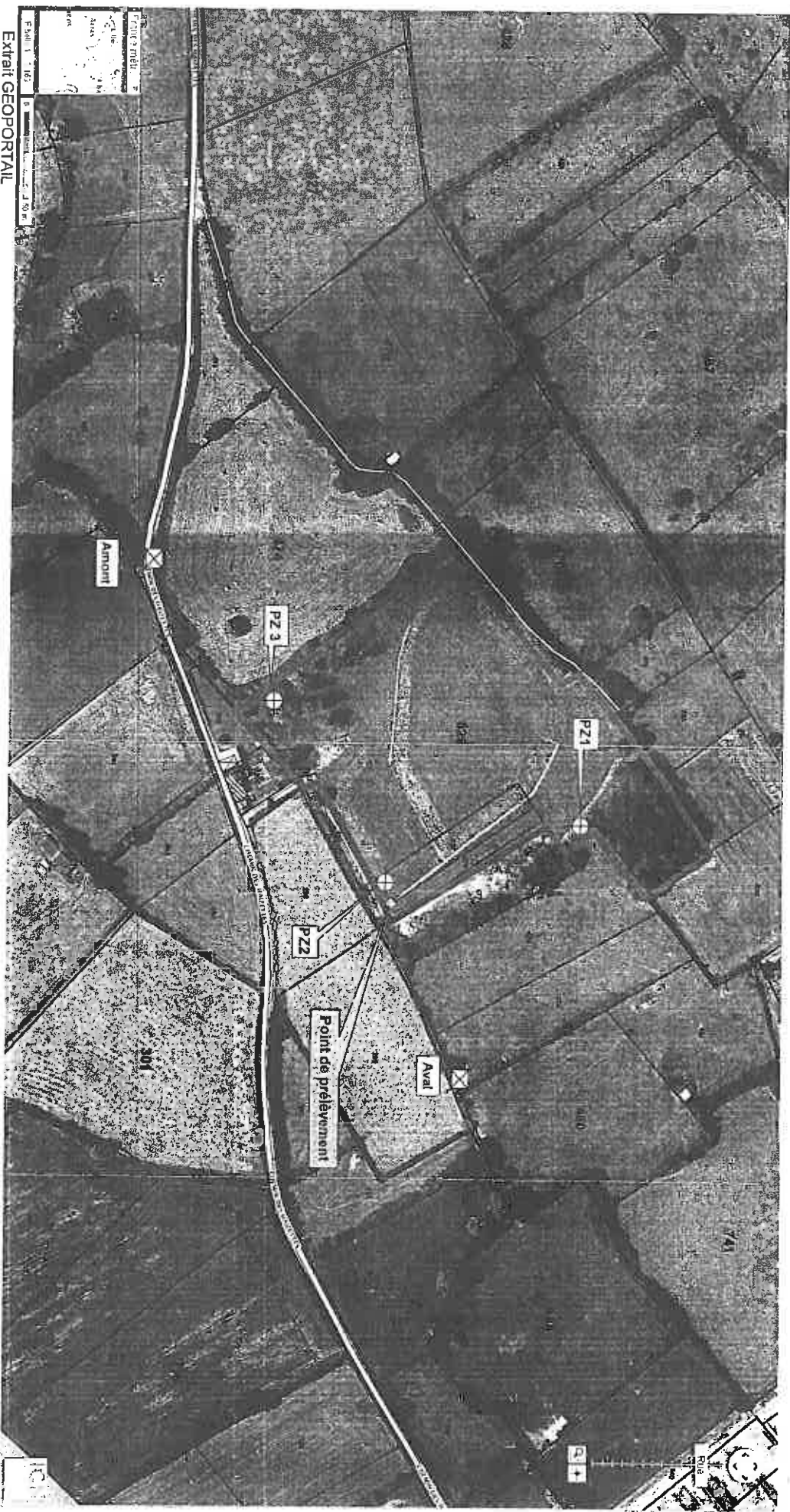
[Signature]





Maro-Etienne PINAULT



ANNEXE 1
PLAN DU SITE

Demande d'institution de Servitudes d'Utilité Publique présentée par AMREF
Décharge du "Trou du Sabie" - BERLAIMONT [59]
Plan de localisation des piézomètres et points de prélèvement des eaux superficielles



-  Limite du site
 Piézomètres
 Eau de Surface
 Rejet Eaux ruissellement sur la couverture